

Guide thématique des sources d'archives privées
inventoriées par Génériques

Les étudiants étrangers en France



Collection **Guides** des **Archives**
Collection Guides des archives privées de l'immigration
Privées
de l'**Immigration**

GÉNÉRIQUES
SÉRIEZ

GENERIQUES

Guide des fonds d'archives privées des étudiants étrangers en France

par Virginie BEAUJOUAN
Chargée de mission

Paris
2006

A l'occasion du colloque "EtudiantEs en mouvements (internationalismes et internationales, cosmopolitismes et migrations étudiantes)"¹, il nous a semblé opportun de présenter aux étudiants et aux chercheurs quelques nouveaux champs d'investigations, ouverts par des fonds d'archives privées encore inédits, portant soit en totalité, soit en partie, sur les étudiants étrangers en France. A titre d'exemple, le fonds du sociologue Abdelmalek Sayad, en cours de classement², présente de nombreux dossiers de stages ou de projets de recherche d'étudiants étrangers.

Ces archives sont une ressource indispensable, aux côtés de celles conservées dans des centres publics d'archives. Une recherche dans les tomes du *Guide des sources d'archives publiques et privées, XIXe-XXe siècles*, permet de mesurer la richesse des archives publiques, comme le soulignent Delphine Folliet et Patrick Veglia pour les archives nationales : « les archives de l'Académie de Paris (AJ¹⁶), des écoles normales supérieures (AJ⁶¹ et CAC³), de l'Ecole nationale des langues vivantes (62 AJ et F¹⁷), du ministère de l'Instruction publique (F¹⁷), des beaux-arts (F²¹), puis de l'Education nationale (CAC), du rectorat de Paris ou d'organismes comme l'Office national des universités et des écoles françaises ou l'Union nationale des étudiants de France (70 AJ et CAC) présentent des dossiers d'étudiants étrangers. Les documents concernant les relations internationales de ces établissements, les échanges de professeurs ou les postes de tutorat abondent. Certains étudiants acquièrent ensuite une renommée internationale, comme le poète José Maria de Heredia, d'origine cubaine, dont la demande d'inscription à l'école des Chartes en 1862 est classée dans la sous-série F¹⁷. Quant aux papiers relatifs à la création, au fonctionnement et aux pavillons étrangers de la Cité universitaire, ils sont répartis dans plusieurs fonds (AJ¹⁶, 50 AP, 307 AP, 620 AP...). »⁴ Toujours au CAC, nous pouvons citer parmi les archives d'associations : l'Entraide universitaire de France⁵ (EUF) et l'Union nationale des associations d'étudiants de France (UNEF).

Les archives du ministère des Affaires étrangères, à Paris comme à Nantes, conservent des demandes d'admissions d'étudiants étrangers dans les établissements (école des Ponts et Chaussées, Saint-Cyr, Polytechnique, école normale supérieure de Saint-Cloud, ...).

¹ Organisé en juin et décembre 2006, par la BDIC, l'équipe HEME, Génériques et le GERME (avec l'appui de la Mission CAARME).

² Un récolement a été effectué par Génériques. Ce fonds contient également des dossiers documentaires et des notes de Sayad sur la question de l'enseignement aux enfants de migrants.

³ CAC : Centre des archives contemporaines, Fontainebleau.

⁴ *Les étrangers en France. Guide des sources d'archives publiques et privées, XIXe-XXe siècles*, Direction des archives de France, Génériques, 1999

⁵ « Créée en 1919, l'Entraide universitaire française, section nationale de l'Entraide universitaire mondiale, a pour objet l'octroi, après examen des demandes par l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), de bourses aux étudiants réfugiés ou apatrides, action complétée de manière ponctuelle par les bourses accordées par le Service social d'aide aux émigrants (SSAE) dans le cadre de ses propres attributions. » Instrument de recherche : bordereau de versement (CAC). – Fonds communicable sur autorisation.

A ce jour, ces différentes informations (pour les trois premiers tomes) sont consultables sur la base « archives et immigration » du site Internet de Génériques⁶. Cette base permet une recherche par centre d'archives, par texte libre ou mots-clés. Sur le site, sont également interrogeables une base journaux⁷ et une base biographique⁸.

Dans les archives territoriales, les archives départementales présentent des documents relatifs aux étudiants étrangers dans les séries modernes M (police) et T (enseignement). Dans les fonds contemporains, les versements du cabinet du préfet, des renseignements généraux, des inspections académiques et des universités et grandes écoles (série W) fournissent des renseignements sur la vie des étudiants étrangers. Les archives privées, déposées aux archives départementales (série J), présentent parfois des fonds émanant d'étudiants (collection de tracts aux archives départementales de l'Isère, Ille-et-Vilaine, ...).

Aux côtés de ces centres, il convient de ne pas omettre les archives de la presse, consultables à la BNF, qui peuvent éclairer les chercheurs sur la question des étrangers en milieu universitaire dans l'opinion publique, et bien entendu les collections de journaux étudiants. La BDIC conserve également des sources précieuses sur cette question (citons, à titre d'exemple les photos d'Elie Kagan prises dans les années 1960, dont certaines portent sur des mouvements étudiants).

Ce rapide tour d'horizon nous montre la richesse des documents conservés dans des centres publics d'archives. Les archives des organisations étudiantes elles-mêmes sont encore peu exploitées, car sans prise de conscience de la part des détenteurs de la valeur des documents qu'ils conservent, ces archives sont menacées par l'oubli et la destruction.

C'est pourquoi nous sommes heureux de pouvoir vous présenter ici des fonds de militant(e)s et d'associations. Les fonds présentés sont conservés à Génériques, le temps de leur classement, ou au siège de l'association.

Farouk Belkeddar. - Archives des mouvements étudiants algériens et maghrébins. 1933, 1953-1976

Simone Lellouche et Ahmed Ben Othman. - Archives de l'opposition tunisienne politique et syndicale. 1960-1988

ARALIS. - Association Rhône-Alpes pour le logement et l'insertion sociale. Années 1950 à nos jours

Cimade. - Service œcuménique d'entraide. 1939 à nos jours

SSAE - Service social d'aide aux émigrants, archives du siège national à Paris et de bureaux régionaux. 1920-2002

⁶ www.generiques.org

⁷ Lorsqu'il s'agit de journaux d'étudiants, le titre, le sous-titre, ainsi que la communauté éditrice comporte dans la majorité des cas le terme « étudiant ». Pour des journaux clandestins, il faut affiner la recherche.

⁸ Effectuer la recherche dans la base par nom de l'association étudiante, ainsi que par établissement (public ou privé).

Pierre Boisgontier et Geneviève Baudino. - Archives des imprimeries Vérité Rhône-Alpes et Ateliers du Vercors (Grenoble). 1970-1996

Saïd Bouziri. - Archives des mouvements de travailleurs immigrés. 1969-1976

ACORT. - Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (ex- ATT, Association des Travailleurs de Turquie). 1960-2001

AMF. - Association des Marocains de France. 1951-2004

Centre France-Asie. - Organisme catholique fondé en 1920. 1954-2003

Avant de présenter ces différents fonds, il convient tout d'abord de préciser ce que nous entendons par étudiant étranger. Il ne s'agit pas de tous les étudiants de nationalité étrangère, car certains peuvent vivre et étudier dans la ville où ils résident depuis de nombreuses années. Nous entendons par étudiant étranger une personne de nationalité étrangère inscrite dans un établissement d'enseignement supérieur d'un pays où elle n'a pas résidence permanente⁹.

Les raisons de la mobilité des étudiants étrangers sont multiples et ne peuvent définir un profil type. La nationalité, le milieu social, les origines ethniques et confessionnelles, mais également le genre ou le choix d'étude sont les premiers facteurs à prendre en compte pour dessiner leurs différents parcours. Une étude qualitative, plutôt que quantitative, permet ainsi de cerner les profondes mutations qui ont traversé l'histoire de la présence des étudiants étrangers en France depuis le XIXe siècle.

« Si les statistiques manquent pour les deux premiers tiers du [XIXe] siècle sur le nombre et la provenance des étudiants étrangers, du moins certains travaux récents nous apportent-ils un éclairage sur certaines colonies étrangères de la capitale. »¹⁰ Au XIXe siècle, les étudiants étrangers, européens pour la très grande majorité (même s'il faut pas négliger les effectifs des étudiants originaires de l'Empire ottoman et d'Egypte, et en moindre proportion du Maghreb), viennent toujours plus nombreux s'inscrire dans les facultés parisiennes, mais également en province, comme à Montpellier ou encore dans les écoles militaires (Saint-Cyr, Saumur), ou vétérinaire (Alfort, Lyon, Toulouse).

Parmi les caractéristiques les plus marquantes du milieu du XXe siècle, qui éclairent les fonds présentés ici, nous pouvons retenir qu'aux « étudiants européens (...) ont succédé des étudiants originaires des anciennes colonies françaises, notamment les étudiants maghrébins. »¹¹ Les effectifs de ces derniers n'ont cessé d'augmenter depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et « ces vagues migratoires se sont accompagnées d'une politisation et d'un engagement accrus des étudiants nord-africains en France. Cet engagement, proche du mouvement national, s'est manifesté à travers la création d'associations d'étudiants musulmans. »¹² Les fonds de Farouk Belkeddar sur l'AEMNA et

⁹ A. Coulon, S. Paivandi, *Les étudiants étrangers en France : l'état des savoirs*, rapport pour l'observatoire de la Vie étudiante (OVE), Université Paris 8, mars 2003

¹⁰ A. Latreche, « Les étudiants de nationalités étrangères en France. Le cas des étudiants maghrébins au XXe siècle », in Hartmut R. Peter et Natalia Tikhonov (sd), *Universitäten als Brücken in Europa. Studien zur Geschichte der studentische Migration / Les universités : des ponts à travers l'Europe*. Frankfurt am Main, Peter Lang, 2003

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid.*

l'UGEMA et de Simone Lellouche et Ahmed Ben Othman en sont de bonnes illustrations.

Choix de rédaction du guide

Nous présentons dans leur intégralité les instruments de recherche portant uniquement sur les étudiants étrangers (fonds Belkeddar et Lellouche - Ben Othman). Pour les fonds dont une partie seulement traite de cette question, nous avons uniquement présenté le détenteur et mis en exergue quelques documents. Les instruments de recherche de ces différents fonds sont consultables dans leur intégralité sur notre site Internet ou sur demande¹³.

¹³ La consultation se fait sur rendez-vous.

Orientations bibliographiques

Rüdiger Peter H., Tikhonov N. (sd), *Les universités : des ponts à travers l'Europe*, Peter Lang, Presses Inter-universitaires Européennes, 2003

Sommaire :

- Victor Karady, « Les logiques des échanges inégaux. Contraintes et stratégies à l'oeuvre dans les migrations d'étudiants en Europe avant les années 1930 »
- Harmut Rüdiger Peter, « "Quand la Russie frappait aux portes de l'Europe" de Claudie Weill. Pourquoi un nouveau livre sur le même sujet? »
- Natalia Tikhonov, « Migration des étudiants et féminisation de quelques universités européennes. A la recherche d'une convergence »
- Andreas de Boor, "Die "Nationalität" une der "Sozialstatus rüssländischer Studenten in Halle. Erste Überlegungen zur Kategoriebildung aufgrund von Massendaten"
- Andrej Andreev, « Russische Studenten an deutschen Universitäten im 18. un zu Beginn des 19. Jahrhunderts. Überlegungen zu einer sozialen Analyse »
- Pierre Moulinier, « Les étudiants étrangers à Paris au XIXème siècle. Origines géographiques et cursus scolaire »
- Andrea Camelli, « Présence et caractéristiques des étudiants étrangers en Italie, 1945-1998 »
- Abdelkader Latreche, « Les étudiants de nationalité étrangère en France .Le cas des étudiants maghrébins au XXème siècle »
- Natalia Tikhonov, « Zwischen Öffnung and Rückzug. Die Universitäten der Schweiz und Deutschlands angesichts des Studentinnestroms aus dem Russischen Reich »
- Harmut Rüdiger Peter, « Politik und akademisches Ausländerstudium 1905-1913. Preussisches Beispiel und sächsische-badische Variationen »
- Mario Klotzsche, « Die "akademische Ausländerfrage" in den Hochschulnachrichten. Ein Beitrag zur Untersuchung des öffentlichen Diskurses über Fremde an deutschen Hochschulen vor dem erste Weltkrieg »
- Irian Manitz, « Die akademische "Ausländerfrage" in russischsprachigen Periodika in Deutschland vor dem erste Weltkrieg »
- Claudie Weill, « Russisch-jüdische Studentenvereine in Deutschland 1900-1914 »
- Anatolij Evgen'evic Ivanov, « Russische Studenten an deutschen Hochschulen Ende des 19. und zu Beginn des 20. Jahrhunderts anhand von Archivmaterial des Polizeidepartements »
- Irina Gouzevitch, Dmitri Gouzevitch, « Se former et s'informer. Un regard sur la migration scolaire est-européenne dans les établissements français d'enseignement technique entre 1800 et 1940 »
- Florian Kimmelmeier, « Polnische Studentenvereine in Halle (1880-1914) Serhij Stel'mach, Von der Isolation zur Integration. Deutsche Universitäten und die Universitätsgemeinschaft in Berichten von Gelehrten der Kiever Universität in der zweiten Hälfte des 19 bis zum Beginn des 20 Jahrhunderts »
- Nicole Fouché, « The american University of Paris, de l'entre soi à l'international 1962-2002 »
- Hacik Rafi Gazer, « Notizen zu den Versammlungen der armenischen Studenten in Europa in den Jahren 1897 bis 1914 »

Bellot Tucker M.-C, *Maîtres et étudiants écossais à la faculté de droit de l'université de Bourges aux XVIe et XVIIe siècles*, thèse de doctorat, université de Clermont Ferrand, 1997

Hellal A., *Les étudiants arabophones algériens (1870-1918)*, thèse de 3^o cycle, université d'Aix-Marseille, 1983

Manitakis N., « Les migrations estudiantines en Europe, 1890-1930 », in *Les migrations dans une perspective historique* (sd René Leboutte), Bruxelles, Peter Lang, Presses Inter-universitaires Européennes, 2000

Manitakis N., « Etudiants étrangers, universités françaises et marché du travail intellectuel, fin du XIXe - années 1930 », in *Immigration et nationalités*, Presses de l'ENS, Paris, 1997

Pervillé G., *Les étudiants algériens de l'Université française, 1880-1962 : populisme et nationalisme chez les étudiants et intellectuels musulmans algériens de formation française*, Paris, CNRS, 1984

Waxin M., *Statut de l'étudiant étranger dans son développement historique*. Thèse de 3^o cycle, université de Paris, 1939

Weill C., *Les étudiants russes en Allemagne. 1900-1914*, thèse d'État, École des hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) 1990

Fonds Farouk Belkeddar

Dates extrêmes : 1933, 1953-1976

Volume : 1 mètre linéaire

Instrument de recherche : répertoire méthodique

Fondée en 1912 à Alger, l'Association des étudiants musulmans d'Afrique du Nord (AEMNA) s'étend en 1927 aux différentes villes universitaires françaises où sont créées des sections locales. Jusqu'aux années cinquante, l'AEMNA continue à se développer des deux côtés de la Méditerranée. En juillet 1952, une rencontre des responsables des différentes sections de l'AEMNA a lieu à Alger : un appel est lancé pour la constitution d'une Union musulmane des étudiants maghrébins qui réunirait trois fédérations nationales. Mais l'accélération du processus de libération nationale au Maghreb entraîne la création de mouvements autonomes : ainsi, l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET) tient son 1^{er} congrès tandis qu'à Paris la création de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA) est officialisée lors de son 1^{er} congrès du 7 avril 1955 ; le 2^e congrès entérine le ralliement de l'UGEMA à la politique du FLN. En janvier 1958, après l'arrestation des principaux dirigeants du mouvement, le gouvernement français décrète la dissolution de l'UGEMA. La direction de l'UGEMA s'installe alors à Tunis où elle poursuit son combat pour l'indépendance. De 1959 à 1962, l'UGEMA traverse une période de crise et de tensions qui aboutissent à un changement de son organisation, de ses statuts, et de sa dénomination lors du 5^e congrès de 1963 à Alger : elle devient l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA¹⁴).

Conditions de consultation

Certains documents sont soumis à dérogation. Pour plus d'information, se renseigner auprès de Génériques.

Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA), 1933, 1953-1976

Carton 1. 1933, 1953-1957

Etudiants algériens : demandes de voyages gratuits pour l'Algérie (correspondance), AEMNAF (notes et correspondance d'un militant, une dizaine de feuillets), 1933.

UGEMA, section de Paris : communiqués, notes, tracts, coupures de presse, 1955-1957.

Correspondance échangée avec des syndicats et comités divers : Union des travailleurs algériens (Alger), congrès latino-américains des étudiants, étudiants algériens de Dijon, etc., 1955-1957

UGEMA, congrès constitutif, Paris, juillet 1955, réunions préparatoires et motions, 1953-1954

¹⁴ Des documents sont toutefois parfois signé de l'UGEMA après 1963.

UGEMA, comités exécutifs, Tunis et Paris, 1956-1961 : correspondance, déclaration, *L'ouvrier algérien*, n°1 et 3 (1957), *L'étudiant tunisien*, n°2, mai 1953

Carton 2. 1955-1958

Associations étudiantes à l'étranger, correspondance, 1956-1957 : Fédération des étudiants de Belgique (Bruxelles), Unione nazionale universitaria rappresentativa italiana (Rome), The international student association of Japan (Tokyo),

UGEMA, section de Paris

Statuts, correspondance, comptes-rendus de réunions, deux photos, 1956-1957

Journée anti-colonialiste, 21 février 1956 : coupures de presse

Correspondance annonçant une grève des cours et des examens, mars 1956.

Correspondance, 1954-1957.

Notes (assassinat de Mohammed Larbi Ben M'Hidi, répression contre le mouvement syndical en Algérie, les étudiants algériens et la guerre, etc.), 1956-1958.

Brochures de l'UGEMA, non datées, 1955 ?, Histoire de l'Algérie, Organisations internationales, Vers l'Union générale des étudiants musulmans algériens.

Modèle pour un **projet de règlement intérieur** de l'UGEMA.

Carton 3. 1955-1963

UGEMA, comité de Paris, statuts (non datés, adoptés par le IVe congrès), correspondance (quatre lettres), 1955-1956, 1963.

Publication : *La dissolution de l'UGEMA et les problèmes connexes*, conférence internationale extraordinaire, sous les auspices de la Conférence internationale des étudiants, Londres, avril 1958

UGEMA, comité exécutif de Tunis : correspondance, publication (*Journée de solidarité, le monde entier soutient la lutte des étudiants algériens*, 1960), 1959-1960. Compte-rendu de réunion et du IVe congrès de l'UGEMA à Tunis (juillet 1960)

UGEMA, 5^e congrès, Alger, août 1963.

Conférence préparatoire pour le congrès constitutif de l'Union générale des étudiants musulmans, procès-verbaux des débats, Paris, avril 1955, notes manuscrites

Carton 4. 1956-1976

Algérie :

Comité des étudiants de géographie pour l'information sur l'Algérie, *Le problème algérien*, brochure, mars 1957

Divers UGEMA et Algérie : bibliographie, *Politique intérieure et extérieure* (rapport, FLN, fédération de France, région V, 1961), *Bulletin intérieur* (n°4, FLN, fédération de France, mars 1962), coordonnées des sections en France de l'UGEMA, notes manuscrites, *Bulletin de la section de Paris* (n°2, 1957), ..., 1956-1976

Union nationale des étudiants algériens (UNEA), 1962-1974

Carton 5. 1962-1971

UNEA, comité exécutif d'Alger, dossiers classés par ordre chronologique : publications, motions, notes manuscrites, correspondance, coupures de presse (1962-1966, 1968, 1970-1971).

Carton 6. 1965-1974

UNEA, comité exécutif et section de Paris :

Bulletins, tracts, coupures de presse, notes, correspondance (1965-1966) ;

Rapports et correspondance (essentiellement la correspondance avec le comité exécutif d'Alger, 1966 -1970), motions et bulletins (1966-1969).

Tracts et notes reçus, principalement d'Alger, du FLN, du Parti de l'avant-garde socialiste, etc. (une dizaine de documents, 1967-1974).

Carton 7. 1966-1971

UNEA, comité exécutif d'Alger et délégations extérieures (Paris, Prague, Allemagne-RDA, etc.) : correspondance et notes, 1966-1970.

UNEA, comité exécutif de Paris : courrier arrivé et départ (1971), rapports et correspondance (essentiellement la correspondance avec le comité exécutif d'Alger, 1966 - 1970).

Tchécoslovaquie, 1968 : deux rapports sur l'état du pays en 1968.

Carton 8. 1966-1969¹⁵

UNEA, documents internes

Comité exécutif (Alger) : déclaration ; tracts ; messages aux sections ; lettre aux enseignants de l'université d'Alger ; note sur le discours du Président Boumediene prononcé à l'Ecole polytechnique ; note " A propos du service national " ; texte de l'allocution prononcée par le frère Omar Lardjane au nom du Comité de section à la cérémonie solennelle de l'université ; brochure " pour une réforme démocratique de l'enseignement supérieur "...

Comités de section d'Alger : résolutions ; déclarations, protestations ; plan d'action ; appel à la grève ; information sur les grèves ; avant-projet de relance du mouvement étudiant ; lettre et appel aux enseignants (émanant notamment de la Fédération des travailleurs de l'éducation et la culture de l'UNEA).

Comité de section de Constantine : appel.

Comité exécutif de la Délégation extérieure (Paris) : notes, messages et circulaires aux sections de l'extérieur ; déclaration ; rapport présenté à a conférence des sections de l'extérieur ; bulletin d'information (février 1968).

Comité de liaison et d'action des sections de France et de Grande-Bretagne (CLAS) : travaux, 1966.

Comité de section de Paris : " Bulletin intérieur " (n°2, janvier-février 1967 ; n°3, mars

¹⁵ Ce dossier contient aussi un document de 1963 émanant de l'UGEMA.

1967 ; n°4, 19 mai 1967 ; n°5, décembre 1967 ; juin 1968 ; mai-juin 1969).

Brochures : “ Vers la tenue de notre VII^e congrès “ , 20 octobre 1966. Révolution université, organe central de l’UNEA (8 août 1967).

Photographies.

Documents externes

FLN : “ Charte des étudiants militants du FLN ”, brochure du secrétariat exécutif (ce document contient un historique du mouvement étudiant algérien).

Parti de l’avant-garde socialiste d’Algérie : communiqué.

Union générale des travailleurs algériens (UGTA) : rapport du secrétariat national.

Travailleurs algériens de Paris, de Saint-Denis et des usines Renault : messages de solidarité avec les étudiants de l’université d’Alger.

Université d’Alger : lettre et circulaires émanant du ministère de l’Education nationale d’Algérie et du recteur de l’université d’Alger ; motion adoptée par le conseil de la faculté des Sciences d’Alger.

Publications : *Actualité mondiale pour la jeunesse*, publication de l’Institut des affaires internationales de la jeunesse, volume II, n°5, 25 mai 1967 (“ Grève des cours à l’université d’Alger : tension entre l’UNEA et le FLN ”). *Quoi de neuf ?*, organe d’information du parti de la révolution socialiste (n°3, 29 janvier 1968, n° spécial, 3 février 1968). *Courrier d’Algérie* (n°9, octobre 1969). *El Jarida*, organe du Parti de la Révolution socialiste, n°1 (1^{er} mai 1968).

Coupures de presse.

Carton 9. 1969-1974

Documents internes

Comité exécutif (Alger) : assemblée générale, circulaires, communiqués, déclarations, résolutions, appels et motions¹⁶ ; dossier sur la situation actuelle au sein de l’Université d’Alger ; tracts et appels à propos de l’université d’Alger, sur le discours aux étudiants du président Boumediene, de la réforme agraire.

Comité de section en Algérie (Alger, Oran, Constantine) : résolutions ; plan d’action (Alger) ; “ A propos de la préparation des anciens moudjahidines aux examens spéciaux d’entrée à l’université ” et “ Qu’est-ce l’UNEA ” (Oran).

Comité exécutif de la Délégation extérieure (Paris) : circulaires aux sections de l’extérieur ; motions ; communiqués de presse.

Comités de Sections extérieures : motions des sections de France ; conférences des sections de l’extérieur¹⁷.

Adresse de l’UNEA au 10^e congrès de l’Union internationale des étudiants à Bratislava (Tchécoslovaquie).

Brochures

Flash d’information du comité de section d’Alger, 12-20 novembre 1969.

Bulletin d’information, section d’Alger, février 1970.

Bulletin spécial “ Normalisation ”, mars 1970.

¹⁶ La dissolution de l’UNEA en Algérie est prononcée par un communiqué du ministère de l’Intérieur algérien le 15 janvier 1971. Le jour même l’UNEA lance un appel aux étudiants algériens et à l’opinion démocratique internationale.

¹⁷ Des sections de l’extérieur ont existé en France (Paris, Grenoble, Lille, Lyon, Nancy, Toulouse), en Grande-Bretagne, en RDA (Berlin, Dresde, Leipzig), en Russie (Moscou, Leningrad, Odessa, Rostow, Kharkov), en Tchécoslovaquie (Bratislava, Prague), en Bulgarie (Sofia), en Syrie (Damas), en Irak (Bagdad),... . Des étudiants algériens représentent également l’UNEA à Bruxelles, Budapest, Lyon.

Brochure du comité exécutif “ Qu’est-ce que l’UNEA ? ”, septembre 1970, 16 p.
Bulletins du comité de section de Paris : mars 1970 ; octobre 1970, novembre 1970 ; mars 1971.
Bulletin de la Délégation extérieure : n°1 (1969-1970), n°2 (1970).
Bulletin du comité exécutif de la délégation extérieure : n°1, novembre 1971.
Brochure “ X^e anniversaire de l’indépendance nationale ”, section de Paris, 1972.

Documents externes

FLN : séminaire des étudiants engagés avec le parti ; déclarations de la délégation algérienne de la Jeunesse du FLN lors d’assemblées internationales.

Université d’Alger : circulaire du rectorat de l’Université d’Alger contre l’occupation des locaux par les étudiants ; déclaration de l’association professionnelle de l’enseignement supérieur à Alger pour la suspension des cours.

Coupures de presse.

Documents externes : travailleurs et étudiants algériens

Carton 10. 1954-1969

Amicale générale des travailleurs algériens (AGTA), France, bulletins et rapports, 1958, 1963.

Deuxième congrès de l’UGTA, Alger, 1965 : interventions, rapports, résolutions.

Parti de l’avant-garde socialiste, *Résolution*, Alger, 10 mai 1969.

Chemise intitulée “ UNEA Fantoques ” :

Brochure, *Jeunesse action illustré*, n°1, éditée par la JFLN, Alger, non datée ;

Union générale des travailleurs algériens (UGTA) : *Projet d’ordonnance instituant la section syndicale de l’entreprise* (non datée), *Projet de décret instituant la participation des travailleurs à la gestion de l’entreprise dans le secteur d’Etat*, mai 1969, III^e congrès national, Palais des Nations, 5-9 mai 1969.

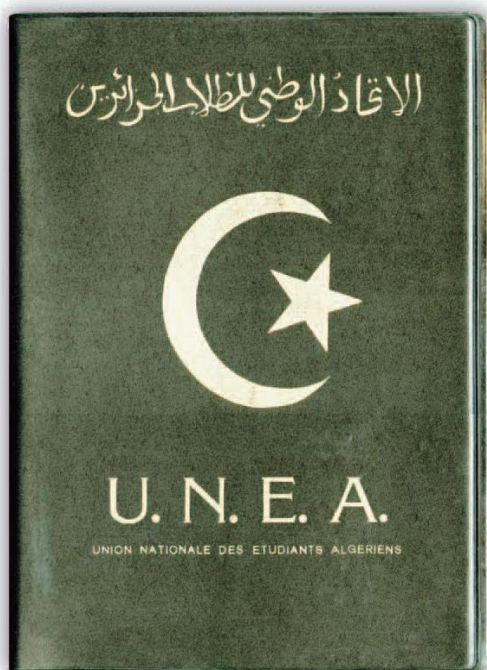
FLN, 1954-1962 : brochure, bulletin et coupures de presse (8 documents).

FLN, note sur le “ séminaire des étudiants engagés avec le parti du 22 au 25 décembre 1969 ”.

Brochures reçues : Informations algériennes, bulletin édité par la délégation extérieure du parti communiste algérien, avril 1958

Brochure sans titre (“ Troisième partie, la formation de l’Etat algérien ”)

Pièces diverses : brochures et tracts reçus (par exemple, *Révolution socialiste*, février 1978), notes dactylographiées.



Fonds Farouk Belkeddar



Fonds Simone Lellouche et Ahmed Ben Othman

Simone Lellouche et Ahmed Ben Othman

Dates extrêmes : 1960-1988 (fonds clos)

Volume : 2 mètres linéaires

Instrument de recherche : répertoire numérique

Présentation, en collaboration avec Simone Othmani - Lellouche¹⁸

Il s'agit d'un fonds comprenant essentiellement des documents (tracts, affiches, revues, brochures, etc.) de l'opposition tunisienne politique et syndicale du début des années 1960 aux années 1980, aussi bien en France qu'en Tunisie. Certains documents provenaient en effet de Tunis pour être imprimés en France puis acheminés vers la Tunisie.

Ces archives portent sur les activités de prisonniers politiques en Tunisie, dont certains ont été inscrits à la faculté de Paris VIII pour suivre divers modules d'enseignements en fonction de leurs demandes. Le Comité de défense se chargeait de leur inscription et il avait obtenu une dispense de frais d'inscription, leur permettant, après plusieurs années d'insistance, de correspondre avec leurs professeurs. Cela a permis au Comité de défense d'envoyer des professeurs pour leur faire passer des examens ou leur rendre visite.

Le fonds témoigne des différents courants de l'opposition dans le milieu étudiant et de leurs relations avec les mouvements français ou internationaux. La période couverte par le fonds est traversée par d'importants événements : fin de la guerre d'Algérie, guerre Israélo-arabe de juin 1967 (avec ses répercussions dans tout le monde arabe), mouvements étudiants en France comme dans d'autres pays en 1968. En Tunisie, les étudiants organisent le 15 mars 1968 une journée d'action pour la libération de l'étudiant Mohamed Ben Jennet (condamné à 20 ans de travaux forcés à la suite des manifestations de juin 1967). Il s'en suit une répression féroce contre toute l'opposition : le Groupe d'études et d'action Socialiste Tunisien (GEAST ou groupe « Perspectives »), le Parti Communiste Tunisien et le Baath.

Puis février 1972 correspond à une période de grande mobilisation pour les libertés en Tunisie. Le mouvement étudiant connaît une nouvelle répression, les arrestations sans jugement se succèdent durant de longs mois, et de nombreux procès s'en suivent (1974 ; 1975 ...).

En 1978, le syndicat ouvrier tunisien (UGTT) connaît à son tour une violente répression. De nombreux documents de ce fonds témoignent de tous ces événements, ainsi que des multiples mobilisations estudiantines, des activités et de la vie interne de nombreux groupes de l'opposition et des actions pour la libération des détenus d'opinion, menés notamment en France par des comités successifs militant pour les droits humains.

Simone Lellouche a été amenée à séjourner à trois reprises à Paris. La première, entre 1961 et 1963, pour terminer ses études scientifiques ; la seconde entre 1967 et 1970 et enfin à partir de 1972. Au début des années 1960, elle milite dans l'Union Générale des Étudiants de

¹⁸ Ahmed Ben Othman est resté en prison plus de dix années. Libéré en 1970, il épouse Simone Lellouche avant d'être à nouveau arrêté.

Tunisie (UGET) et à l'Union Nationale des Femmes de Tunisie (UNFT). Elle devient très proche des militants du Groupe d'Etudes et d'Action Socialiste Tunisien (GEAST). À partir de 1968, elle est victime d'une série de mesures arbitraires en même temps que Ahmed Ben Othman et de centaines de militants politiques tunisiens. Elle fait l'objet de deux expulsions de Tunisie (en 1968 et en 1972) suivies de condamnations par contumace (6 et 12 ans de prison).

Le mouvement de février 1972 se déclenche en même temps qu'un des procès qui lui sont intentés (le 1^{er} février 1972) : l'UGET organise le 3 février un congrès extraordinaire pour une « UGET démocratique et représentative ». Expulsée à nouveau vers la France le 5 février 1972, Simone Lellouche s'engage dans la lutte contre la répression en Tunisie et participe à tous les comités de défense qui se sont constitués à Paris entre 1968 et 1978¹⁹ : Comité International pour la Sauvegarde des Droits de l'homme en Tunisie ; Comité Tunisien d'Information et de Défense des Victimes de la Répression ; Comité de « Groix » ; Collectif du 26 Janvier. Aujourd'hui encore elle participe au Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie et milite à Amnesty International.

Intérêt du fonds

Les documents n'ont pas été recueillis de façon tout à fait systématique durant toute la période concernée (1961-1980). On ne trouve que quelques documents sur la première période 1961-1963. C'est à partir de 1968 que les documents sont plus systématiquement conservés : revues, brochures, tracts, affiches, ainsi que quelques photos et cassettes.

Le fonds est lacunaire pour la période 1970-1971 et redevient d'une grande richesse à partir de février 1972.

Conditions de consultation

Certains documents sont soumis à dérogation. Pour plus d'information, se renseigner auprès de Génériques.

Orientation Bibliographique

« Témoignage de prison », Ahmed Ben Othman, *Les temps modernes*, avril 1979

La torture en Tunisie 1987-2000 - Plaidoyer pour son abolition et contre l'impunité, par Le Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'homme en Tunisie, préface de Danielle Mitterrand, Le Temps Des Cerises, 2000

« L'itinéraire d'un homme libre », portrait par Aurélie Carton pour *La Chronique*, mai 2001, numéro spécial 40^{ème} anniversaire d'Amnesty

Sortir de la prison, Un combat pour réformer les systèmes carcéraux dans le monde, Ahmed Othmani, préface de Robert Badinter, La découverte, 2002

Perspectives tunisiennes (en arabe), ed. Cérès production

¹⁹ En juillet et août 1979 la majorité des prisonniers politiques et syndicalistes sont libérés.

SERIE A - ORGANISATIONS POLITIQUES

GROUPE D'ETUDES ET D'ACTION SOCIALISTE TUNISIEN (GEAST), PERSPECTIVES TUNISIENNES, EL AMEL TOUNSI (LE TRAVAILLEUR TUNISIEN)

A1 à A6 bis, 7 cartons. 1963-1979

Le Groupe d'études et d'action socialiste tunisien (GEAST) est créé en 1963 à Paris et publie une revue, *Perspectives tunisiennes*, en langue française. A partir de 1969 il publie *El Amel tounsi (Le Travailleur tunisien)*, périodique en arabe tunisien, comportant quelques pages en français dans ses premiers numéros.

A1 - *Perspectives tunisiennes* 1963-1970
n°1-2 (1963-1964), numéro spécial sur le syndicalisme tunisien (décembre 1965), n°10-25 (1966-1970).

A2- Brochure en français, collection complète : 1967-1972
n°1, *Les caractéristiques de la période actuelle et les instruments de la révolution arabe*, 22 mai 1967 - n°2, *La question palestinienne dans ses rapports avec le développement de la lutte révolutionnaire en Tunisie* (février 1968) - n°3, *Le procès de Tunis, mémoires de militants* (décembre 1968) - Brochure, non numérotée, déclaration, *Procès de Tunis, procès d'opinion* (7 septembre 1968) - n°4, *Les acquis et la perspective de la lutte en Tunisie* (juin 1969) - n°5, *Les problèmes agraires dans la Tunisie actuelle* (?) - n°6 *La voie tunisienne vers le socialisme, réponse au révisionniste Harmel* (1970) - n°7, *Deux années de travail au sein de la classe ouvrière tunisienne* (1972) - n°8, *Mouvement de février 72 en Tunisie* (1972)

A3- *El Amel tounsi (Le Travailleur tunisien)* 1969-1979
Numéros 1 à 4 (1969-1970), numéros ronéotés en arabe tunisien et en français. Numéros 5 à 36 (août 1970 – août 1974), exclusivement en arabe tunisien. Cette série comprend un numéro spécial, supplément au n°26, consacré aux "lutttes des travailleurs immigrés".
Numéros 43, 44, 47 (Août 1978 – avril 1979) et deux numéros spéciaux (septembre 1976 et mai 1978).
Nouvelle série : numéros 1, 2 et 4 (octobre 1974 – juillet-août 1975). Cette série correspond à une scission intervenue dans l'organisation ; publication en arabe classique. Ce carton comprend également la publication en français des numéros 33 à 36 et n° 1 et 2 nouvelle série.

A4 - *El Amel tounsi* 1972-1975
41 bulletins d'informations en arabe et en français (format A4), d'août 1972 à février 1974, dont certains sont numérotés (de 1 à 34) et d'autres pas. Deux bulletins format A5 en arabe (avril 1974- juillet 1975).

A5 – Tracts et communiqués du groupe « Perspectives » 1967-1973

A6- Brochures et tracts	1969-1979
A6 bis- Documentation administrative Récépissé de déclaration de El Amel tounsi, dépôt légal.	1972-1975

**AN NIDHAL (LA LUTTE)
MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DE MASSE (MDM)**

A8- Publications, notes et tracts <i>An nidhal</i> , “ organe tunisien de la révolution arabe ” : journal, n°1 à 5 (1969-1972). Deux brochures : <i>Le mouvement étudiant tunisien, 1950-1972</i> (juillet 1972), <i>La question palestinienne, du nationalisme au marxisme</i> (1969).	1969-1972
MDM : comptes-rendus de réunions internes, analyses, tracts (1971-1972).	

**CERCLE MARXISTE LENINISTE TUNISIEN (CMLT)- GROUPE MARXISTE
LENINISTE TUNISIEN (GMLT)- GROUPE ECH-CHOOOLA**

A9- Publications et tracts Cercle marxiste léniniste tunisien (CMLT)- Groupe marxiste léniniste tunisien (GMLT) : Tracts (1972-1973). Brochures : “ Contribution à la destruction du comité communiste Georges Dimitrov et de quelques thèses et courants erronés dans le mouvement marxiste-léniniste ” fait par “ d’ex-membres et sympathisants du C “ C ” GD avec le soutien actif de nombreux marxistes léninistes ” juin 1972, “ Contribution à l’étude de la question agraire en Tunisie ” du groupe marxiste-léniniste tunisien, août 1973, “ Pieuvre destourienne dans l’immigration ” du groupe marxiste-léniniste tunisien, édité par Ech-choola septembre 1973. Groupe Ech-choola Revue Ech-Choola, en arabe, 10 numéros dont 3 non numérotés ; n°2, puis 5 à 9. Brochures et manifestes, en arabe et en français (1977-1978) : “ Plein feu sur la résolution soviéto-américaine ” octobre 1973, “ Le monde en ébullition ” février 1974, “ Deux conceptions opposées de l’histoire, rétablissement de la vérité sur quelques faits historiques ” mars 1974, etc. Brochure : “ Un programme de trahison, pour l’unité des marxistes-léninistes pour la fondation du parti communiste arabe en Tunisie ” (mai 1977).	1972-1977
---	-----------

MOUVEMENT D'UNITE POPULAIRE (MUP) ET AFFAIRE BEN SALAH :

A10– Publications, coupures de presse et notes

1973-1979

Publications

L'Unité populaire, bulletin d'information et de lutte, organe du Mouvement d'Unité Populaire. Série en arabe : janvier 1974 à mars 1978 ; n°1, 7 et 8, 10, 14 et 15, 21 et 22. Série en français : janvier 1974 à septembre 1978 ; n°1 à 4, 9, 12 et 13, 16, 18, 20, 23. “ Déclaration à propos d'une élection présidentielle anticonstitutionnelle ”, en arabe et en français (1974).

Brochures : “ Manifeste du Mouvement d'Unité Populaire, pour une Tunisie nouvelle ” (mars 1975), “ L'économie tunisienne entre la propagande et la réalité ” (août 1978), “ Répression et procès politique, 1967-1978 ” (juin 1978).

Affaire Ahmed Ben Salah (1968-1977)

Ecrits, déclarations, arrestation, procès, évasion. Actes d'accusation de membres du MUP pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, diffamation à l'égard du chef de l'Etat et des membres du gouvernement, diffusion de fausses nouvelles, constitution et appartenance à une association illégale (16 mai 1977, ...). Articles de presse, réactions d'autres mouvements politiques (Perspectives tunisiennes, etc.). A noter, une photocopie d'un article de Gérald Suberville : “ Entretien avec Ben Salah ”, *Tribune Marxiste*, février 1958.

SERIE B - ORGANISATIONS ETUDIANTES

Cette série comprend 5 cartons de publications, textes internes et tracts de l'AEMNAF (un carton) et de l'UGET (4 cartons).

ASSOCIATION DES ETUDIANTS MUSULMANS NORD AFRICAINS EN FRANCE (AEMNAF)

B1 - Textes internes et publications

1963-1973

Textes internes : assemblées générales, notes, bulletins intérieurs, etc. (1963-1964, 1967-1973). Communiqués, tracts, 1971-1973.

Périodique : *Maghreb étudiant*, Paris, 4 numéros (1965-1967, 1972-1974).

UNION GENERALE DES ETUDIANTS DE TUNISIE (UGET)

Brochures, documents internes et revue de presse sur la vie syndicale dans le milieu étudiant en Tunisie et en France, notamment à Paris, avec de nombreux documents du CAL UGET, constitué en 1972, et du Comité de section provisoire (CSP), de 1974 à 1979. Cette sous-série comporte également quelques publications du CAL UGET de Lyon, de Strasbourg et de Bruxelles, ainsi que deux publications des étudiants tunisiens en Irak.

UGET EN TUNISIE

B2 – Tracts, notes et publications

1963-1974

Etudiants de Tunisie, tracts : "comité des lycéens rebelles" (mars 1968),
 "solidarité avec les détenus politiques tunisiens" (mars 1969).
Analyses et documents, 15^e congrès de l'UGET à Tunis, édité par "les délégués
 progressistes du 15^e congrès", août 1967.
 Comité de section de Paris : "L'étudiant tunisien", bulletin d'information n°1
 (1970) et de mars 1972 ; tracts (1963).
 Analyses du mouvement étudiant par d'autres mouvements politiques : tracts
 (1970-1974).
 Tracts et résolutions pour un congrès extraordinaire de l'UGET en février 1972 à
 Tunis.

UGET, CAL UGET

Comité d'action et de lutte UGET (CAL-UGET)

B3 - CAL-UGET Paris : tracts, interventions dans des réunions, motions, etc. 1972-1975
 (1972-1975), coupures de presse (1972). Dossier sur la grève de la faim es
 étudiants tunisiens en avril-mai 1974.

B4 - CAL-UGET

1972-1974

CAL-UGET Paris : brochures et bulletins internes :
 n°0 (février 1972), n°1 (1972), n° spécial "bilan des activités du CAL UGET
 Paris VIII" (fin 1972), " Le mouvement étudiant tunisien (...) " (mai 1973),
 " Bilan du comité d'action et de lutte de l'UGET " (1973), bulletin n°3 (septembre
 1973), "feuillet social" (conseils pour les étudiants, octobre 1973), "Tunisie,
 dossier répression" (décembre 1973), n°4 (janvier et octobre 1974, deux numéros
 différents), " Non à la répression, liberté pour les détenus politiques " (janvier
 1974). Brochure en arabe de Salam Hosni (mai 1974).
 Bulletins d'information du CAL UGET, bases de Vincennes, Jussieu et Paris
 (feuillets simples, n°3-13, 1972-1973).

Bruxelles, publications et tracts : CAL UGET – Bruxelles, comité d'action pour
 la démocratie en Tunisie, cellule destourienne de Bruxelles, mouvement unifié
 belge des étudiants francophones (MUBEF, journal n°2, spécial Tunisie).

Irak : trois brochures en arabe de l'UGET, section Irak (1972)

Comité de Section Provisoire (UGET-CSP)

B5 – CSP Paris, Lyon et Strasbourg 1974-1979

CSP Paris, publications : trois brochures (septembre 1974, juillet 1975, novembre
 1975), bulletin d'information, n°1, " Février 72 " en français et en arabe, juillet
 1977). Journal en arabe, " Février 72 ", n°1 (novembre 1978). Bulletin en arabe
 " A propos du 18^e congrès extraordinaire " (14 janvier 1978).

Documents du comité universitaire provisoire (CUP, en arabe et en français,
 1975-1977). Brochures : " Les structures syndicales provisoires de l'UGET " (1978 ?),
 " Intervention du CSP –UGET-Tunisie " (28 février 1977),
 " Intervention du CSP au meeting du 19/1/1979 ".

Dossier sur le congrès de l'UGET d'août 1975, Tunisie : courrier, analyses,
 coupures de presse.

Tracts, appels et bulletins (1972-1979).

CSP France : deux brochures des CSP de Lyon et Strasbourg (1976).

SERIE C – TUNISIE : LIBERTES PUBLIQUES ET DROITS HUMAINS (LTDH, ...)

En 1977, la LTDH est alors la première association de défense des droits humains, indépendante à la fois du pouvoir et des partis politiques d'opposition à voir le jour dans le monde arabe.
5 cartons 1969-1989

C1- **LTDH** : constitution en mai 1976 : courrier, enquête sur les prisons (une dizaine de documents). 1977 1977-1989
Publications : 1982-1983 (lettre mensuelle en arabe et en français), 1986-décembre et 1989-n°11/12 en arabe. Note sur les droits des femmes (1986).
Documentation : *Le cri des hommes*, fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), n°5, 6, 7 (1979-1980). Dossier de presse sur les droits humains, les prisons, les tortures (1976).

Mouvement pour les libertés publiques : Conseil national pour les libertés publiques en Tunisie : coupures de presse, appels, communiqués et manifeste, lettre de soutien de prisonniers politiques. 1977

Documentation, journaux tunisiens

C2- *L'Action*, journal du parti socialiste destourien 1969-1970
C3- *L'action, La presse* (journal "indépendant"), classées par ordre chronologique et thématique. 1974-1976
C4- *Er Rai, Démocratie* (version en français), journal indépendant. 1978-1979
C5- Journaux et tracts 1972, 1974

SERIE D - FRANCE : COMITES ET CAMPAGNES CONTRE LA REPRESSION EN TUNISIE

11 cartons 1968-1980

COMITE INTERNATIONAL POUR LA SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME EN TUNISIE (CISDHT)

D1- Courrier et textes internes (1968-1972). 1968-1973
Bulletin n°1-4 (1969-1973, imprimé à Paris, directeur de publication Philippe Aydalot) ; *Liberté pour les condamnés de Tunis*, Maspéro, 1972. Tracts et communiqués (1969-1972); lettres d'appel (1969-1972).

COMITE TUNISIEN D'INFORMATION ET DE DEFENSE DES VICTIMES DE LA REPRESSION (CTIDVR)

D2-3 - Bulletins n° 1-24, 27-28 (ronéotypé à Paris, directeur de publication Jean Gattegno), CTIDVR Belgique, brochure n° 1, 3, 4 (1974-1975). 1972-1979

D4 – Dossiers de presse et communiqués. 1975

D5- Comptes-rendus de réunion, plateformes, correspondance avec les Comités de défense Tunisie en France (Lille) et à l'étranger (Genève, Bruxelles), tracts,. 1972-1977

COMITE DE GROIX

D6- Appel de Groix, tract (1974) ; brochure, *Tunisie 1974, sous la plage la répression* (1974); intervention radiophonique, Bruxelles, Belgique (1976); courrier, tracts, notes manuscrites (1974-1976). 1974-1976

COLLECTIF TUNISIEN DU 26 JANVIER 1978

D7- Bulletins et flash info (13 numéros, février 1978 - janvier 1980), courrier, dépliants et tracts (1978). 1978-1980

PROCES DE 1972-1974

D8- Arrestations et procès : rapports d'avocats, listes de prisonniers, tracts, correspondance, coupures de presse et documentation. A noter, des documents sur le Comité pour la libération de Ben Othman (CLBO) et des documents produits par les différents comités sur les arrestations et les procès. 1971-1975

DOCUMENTATION

D9 - 15 **Agence de Presse Libération (APL)** : Bulletins. 1972-1973

Journaux et magazines

D16 - *Politique hebdo*, France, n°18-mars, 26-avril, 35-juin (1972). 1972, 1974
Africasia, France, n°52-novembre 1971, 60-février 1972.
Revue de presse de *L'Action* et *La Presse*, Tunisie, février 1972, août 1974

D17 - Journaux et magazines, tracts. 1972, 1974

SERIE E - IMMIGRATION TUNISIENNE EN FRANCE : MOUVEMENTS ASSOCIATIFS

Cette série contient essentiellement des publications d'associations d'immigrés tunisiens, mais également quelques textes internes (comptes-rendus de réunions, notes) et tracts.
3 cartons 1972-1979

E1- **UNION DES TRAVAILLEURS IMMIGRES TUNISIENS (UTIT)** 1972-1979

Projet de plate-forme et quelques tracts, 1974.

Publications : *El Ittihad*, journal de l'UTIT (12 numéros, majoritairement en arabe, 1974 – 1979). *Echaab*, journal de l'UGTT, exemplaires traduits et distribués par l'UTIT (5 numéros en français et en arabe, 1977-1979).

Tracts signés par des collectifs tunisiens divers (Collectif de soutien aux luttes populaires en Tunisie, Union de lutte tunisienne, etc., 1977-1978).

E2 - ASSOCIATIONS D'IMMIGRES ET DE SOLIDARITE AVEC LES IMMIGRES : PUBLICATIONS ET DOCUMENTATION 1972-1977

Débats, brochures, tracts (notamment du “ comité pour la vie et les droits des immigrés ”), procès-verbaux de réunions (renseignements individuels, consultation sur autorisation), publications, notamment le *Journal du comité de lutte contre le racisme*, n°1-2 (1972-1973). Brochure : circulaire Fontanet (Gisti, 1975).

E3 - PUBLICATIONS

Journaux édités en France

1972-1979

Livret en arabe du Parti révolutionnaire tunisien, 1970

El Mouhajer (10 numéros, en arabe, Grenoble, 1975-1977)

Mouvement des travailleurs arabes en France, bulletin d'information, n°0, mai 1973

Al Kadihoun, revue des travailleurs arabes en Europe (n°1-3 1972 - 1-2 1973, en arabe et en français)

Assifa, la voix des travailleurs arabes, 3 numéros, janv. 1973, oct. 1973, fév. 1974, journal bilingue (arabe, français).

Biladi (n°38, mars 1975)

Al Charara Thaouria, journal communiste maghrébin, supplément de *Révolution !*, n°1 et 2, journal bilingue français-arabe (1974), brochure n°6 (1973).

Tunisie, la bourgeoisie tunisienne et les perspectives de lutte révolutionnaire en Tunisie, brochure, 1977

Révolution socialiste arabe, bulletin des marxistes révolutionnaires maghrébins de la 4^e internationale en France, n°2-1976, janvier 1978 et mars-avril 1978 (3 numéros, dont deux numéros spécial Tunisie, 1976-1978)

Echcharara, en arabe, n°6, 1973

El HadeF, pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire en Tunisie, n° 1 février 1974.

La révolution arabe, organe de l'avant-garde révolutionnaire arabe en France,

n°4 bilingue, janv. 1972

El hakika : brochures n°1 “ Prémises et perspectives de la lutte démocratique en Tunisie ”, n°2 “ Aux origines de la crise du 26 janvier 1978 en Tunisie ”, journal n°2-1975, novembre 1976, février 1978, avril-mai 1979.

Le Drapeau rouge, Comité de liaison des étudiants et travailleurs révolutionnaires africains (CLETRA), bulletin n°4-mai 1972, n°5-mai 1973

Le Tunisien déchaîné, n°2 (1976)

Tarik El Hourrya, organisation des démocrates tunisiens (11 numéros, 1974-1979, intitulés aussi *El Tarik* et *El Hourrya*), 2 tracts

SERIE F – DOCUMENTATION SUR LA TUNISIE APRES 1980

La série F est composée de coupures de presse et de publications sur l'actualité tunisienne après 1980, c'est-à-dire après la libération des prisonniers politiques et syndicalistes.

2 cartons 1981-1988

F1 - Tunisie, coupures de presse, publications. – Emeutes du pain, peine de mort (1983, 1987). Associations de défense des droits humains et des libertés démocratiques dans le monde arabe (bulletins). Journaux, coupures de presse : *Er raï* (1985-1986), *Attarik el jadid* (1987-1988), journaux divers. Elections de 1981, coupures de presse.

F2- Tunisie, publications. – *Outrouhat* (1985, 1987-1988), *Al mawquif* (n°62,64, 1985-1987), *Nissa* (journal féministe, n°2-3, 1985), autres publications. 1985-1988

SERIE G – PUBLICATIONS SUR LE MAGHREB, LE MOYEN-ORIENT ET LA PALESTINE

Publications en arabe ou bilingue de groupes d'extrême gauche et/ou d'immigrés. Sauf mention contraire, les journaux sont édités en France, à Paris.

2 cartons 1960-1978

G1 – ALGERIE

Le syndicalisme étudiant et le problème algérien, UNEF, 1959-1960 1960-1976
4^e congrès de l'UGEMA (union générale des étudiants musulmans algériens), 26 juil-1^{er} août 1960, Tunis, Tunisie

El Jarida, organe du parti de la révolution socialiste, n°4-7, 1969, 12-13, 1972, n°14, 1973, n°16-1976), versions vendues en France et en Algérie ; un tract, une brochure (n°6, déc. 1967).

Femmes algériennes, projet de plate-forme, 1977

G2 – MAROC, EGYPTE, PALESTINE ET AUTRES PAYS ARABES

Palestine

1972-1978

Fedayin (1970), *Nouvelles de l'intérieur*, n°4,5,7 (tracts, 1978)

Le chemin de la révolution/ Tariq el Taoura (1974-1975).

La question de Jérusalem, OLP, 1965

Les crimes israéliens, collectif national pour la Palestine, 1974

Israël-Palestine, bulletin n°1 de liaison et d'information des comités Israël-Palestine de Belgique, 1970

Proche orient : de la résistance palestinienne à la révolution socialiste, cahiers rouge n°15, 1970

Uri Avneri ou le néo-sionisme, OLP centre de recherche, 1971

Discours de Yasser Arafat à l'assemblée générale des Nations Unies, 1974

Assifa Palestine (supplément de *Assifa, voix des travailleurs arabes*, comité Palestine, n°1, 1974)

Union générale des étudiants de Palestine, *La révolution palestinienne et le régime jordanien*, Gups, 1971.

A noter dans ce dossier, quelques tracts et un courrier des " Femmes de Jérusalem ", 1978

Maroc

Souffles/ Anfasse (" revue culturelle arabe du Mahgreb ", 1-1972, 2-1972, n°3-1974, 4-1973, 5-1973)

Ilal Amam (organisation marxiste léniniste marocaine)

23 mars (" revue arabe du Maghreb ", n°10, juin 1975)

Maghreb an nidhal (n°1-1975, n°4-1976, n°6-déc 1977)

UNEM (union nationale des étudiants marocains, brochure), 1973

Egypte

Al Massira, n°1 à 3, 5, 1972

Autres pays arabes

Le Front/ El jabba (organe du comité Palestine- Yémen- Golfe Arabique, n° 1, 3, 6)

El Tariq, n°25, 1974, Beyrouth, Liban

El Taouri (Le révolutionnaire), 1973

Saut el thawra (" voix de la révolution ", journal hebdomadaire du front populaire pour la libération d'Oman et du Golfe arabe), n°93-1974

El Hourrya, Beyrouth, Liban, 1974

H AFFICHES

11 affiches

1968-1974

1968/ sérigraphie, texte en noir " Visitez la Tunisie, ses plages, ses prisons ", dessins de soleil, de chaînes et une carte de la Tunisie

1968/ sérigraphie, " Penser = comploter, 14 ans de prison ", " procès de Tunis,

réunion d'information, mardi 26 novembre 20h30, mutualité ”, dessin de mains derrière des barreaux

1969/ CISDHT/ 24 juin 1969/ “ meeting de solidarité avec les prisonniers politiques de Tunisie ”, meeting à la mutualité/ Abexpress, Paris

1969/ sérigraphie, “ Tunisie 69, solidarité active avec les 134 détenus étudiants ouvriers enseignants ”, meeting à l'université de Vincennes.

1969/ sérigraphie en plusieurs exemplaires, “ Liberté pour les condamnés de Tunis ”, meeting à la mutualité, dessin de mains qui brisent des chaînes

1972/ « Libérez Ben Othman », sérigraphie

1972/ “ Pour le soutien des détenus politiques de Tunisie, pour informer sur la lutte du peuple tunisien contre l'impérialisme et ses alliés locaux ”, “ tous au meeting de solidarité, samedi 24 juin 14h, salle B, mutualité ” ; dessin de quatre personnages tenant un drapeau, une faucille et un marteau/ imprimerie spéciale Vincennes

entre 1972-1975/ Groupe tunisien du théâtre arabe dans l'immigration/ textes identiques en arabe et en français

Vers 1972/ CAL-UGET/ texte en arabe (le même en français) “ Tunisiens en lutte ” (en haut), “ ouvriers, paysans, étudiants et lycéens ” (en bas), militant.

entre 1972-1978/ Groupe relié à Perspectives tunisiennes, peut-être le CAL-UGET/ textes identiques en arabe et en français

1974/ le Travailleur tunisien/ texte en arabe, au bas de l'affiche “ le pain et la liberté aux masses populaires ”/ NPP (Paris 20^e).

Association Rhône-Alpes pour le logement et l'insertion sociale (ARALIS)

Dates extrêmes : années 1950-2000 (fonds ouvert)

Volume : 350 mètres linéaires

Instrument de recherche : état du fonds

L'Association Rhône-Alpes pour le logement et l'insertion sociale (ARALIS) est une association loi 1901. Elle a pour objet d'apporter son soutien et son aide psychologique et matérielle aux personnes isolées et aux familles, notamment aux ressortissants étrangers, en portant une attention particulière aux personnes en difficulté d'insertion et d'adaptation. Fondée en 1951 sous le nom de "Maison du travailleur étranger" (MTE), l'association a particulièrement développé depuis un demi-siècle la création, l'aménagement ou la gestion d'établissements d'hébergement et de logements pour les travailleurs et leurs familles dans le Rhône et la Loire.

Etat des fonds et conditions de consultation

Les fonds d'ARALIS ne sont pas classés : Génériques a réalisé un état du fonds dans le cadre d'un "diagnostic archives" de deux jours. Cet instrument de recherche, disponible sur demande à Génériques, concerne les archives de la direction générale et des différents services de l'association (Patrimoine, Affaires sociales, Personnel, Comptabilité, Mission Accueil Information Orientation). Les archives repérées sont celles du siège social d'ARALIS (Espace Brotteaux) et du Centre du Dauphiné et elles représentent plus de 260 mètres linéaires. D'autres documents conservés dans les différentes résidences (notamment les archives des services d'animation des foyers) ne sont pas mentionnés ici. Les dates extrêmes et le métrage linéaire ne sont pas indiqués pour tous les documents.

Nous présentons ici uniquement les archives concernant les étudiants étrangers

Intérêt des fonds

L'intérêt des archives d'ARALIS dépasse largement le cadre de l'histoire de l'Association et de ses structures. D'une exceptionnelle richesse, le fonds présente une dimension de première importance pour l'histoire et la mémoire de l'immigration en Rhône-Alpes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. D'ores et déjà, la lecture de ce premier inventaire augure du potentiel des fonds pour les recherches futures, en particulier autour des thèmes suivants :

- *Histoire de l'action sociale* : des origines de la MTE, où la création des structures d'hébergement est impulsée par les pouvoirs publics, jusqu'au développement actuel d'ARALIS en tant qu'entreprise d'économie sociale fonctionnant sur un mode associatif, les archives témoignent de l'évolution des formes d'assistance et de solidarité depuis 1945. Elles sont aussi une source de renseignements sur l'accueil et l'insertion sociale, sur

les groupes de travail et partenariats constitués autour de l'intégration des populations immigrées.

- *Histoire régionale de l'immigration* : ces archives se présentent comme un "observatoire" de l'histoire régionale de l'immigration dans la seconde moitié du XXe siècle. Une histoire qui débute en 1951, à la charnière de l'immigration des années 1920-1950 à dominante italienne et espagnole, et des nouvelles formes d'immigration, masculine, urbaine et périurbaine, développées pendant les Trente Glorieuses. Une histoire qui se poursuit avec la politique du regroupement familial et l'arrivée des réfugiés du Sud-Est asiatique au milieu des années 1970, puis plus récemment avec l'accueil d'immigrés d'Afrique ou d'Europe de l'Est.
- *Trajectoires sociales des immigrés et espaces de vie* : les documents apportent des éclairages sur les itinéraires individuels ou familiaux, sur la sociabilité à l'intérieur des résidences, sur les espaces identitaires, et même sur l'intimité. L'engagement militant est également perceptible, notamment lors de la Guerre d'Algérie ou par rapport à la question palestinienne.
- *Urbanisme et immigration* : en matière d'urbanisme, en dehors de l'aspect strictement architectural, les archives restituent les différentes formes d'insertion des logements dans l'espace urbain. L'installation des foyers à proximité des sites industriels (la Ricamarie dans la Loire, Meyzieu à Saint-Priest) dans les années cinquante ; la création des cités à vocation familiale qui contribuent à former l'embryon des villes nouvelles (Vaulx-en-Velin...) durant les décennies 1960-1970; la construction des résidences et logements sociaux en centre-ville pour favoriser l'insertion sociale depuis les années 1980...

Etudiants étrangers

Nous avons procédé à cet état du fonds par échantillonnage. Nous indiquons donc uniquement quelques pistes de recherche, en mettant en exergue entre crochets des exemples de dossiers traitant d'étudiants étrangers.

Espace Brotteaux, série Patrimoine.

Raison d'être d'Aralis, le logement se situe au cœur de ses actions, qu'il s'agisse d'acquisitions de terrains, de restructuration de foyers ou d'aménagement de logements sociaux en secteur diffus. La section Patrimoine des archives est donc très riche et fournit de précieuses indications quant au fonctionnement d'Aralis.

Sous-série : Loyers

Fondation Hariri à Courbevoie : récapitulatif des sommes dues aux foyers MTE (Andrézieux-Bouthéon, Corbas...) pour hébergement d'étudiants. Années 1980 (*1 chemise 0,01 ml/TCRN*) [Créée par Rafic Hariri en 1979 sous le nom d'*Institution islamique pour la culture et l'enseignement supérieur*, la Fondation Hariri prend son nom actuel en 1984, lorsqu'elle transporte son siège de Saïda à Beyrouth. Entre temps, elle ouvre des bureaux à Tripoli et dans la Bekaa, ainsi qu'à Paris, Londres et Washington. La Fondation s'intéresse à l'enseignement, parrainant un certain nombre d'étudiants libanais au Liban ou à l'étranger.]

Action sociale.

Même si en l'état nous n'avons pas repéré lors de notre déplacements des dossiers sur des étudiants, il nous semble pertinent que le chercheur ne néglige pas cette série, qui peut comporter des dossiers de suivi de résidents étudiants.

L'action sociale englobe les différents moyens mis en œuvre auprès de publics spécifiques afin de lutter contre les problèmes d'insertion et de logement. Ces actions peuvent prendre la forme d'animations de loisirs, socio-éducatives ou de suivi individualisé. Afin de gagner en efficacité, les membres de l'UNAFO se sont constitués en " commission d'accompagnement social ", chargée d'harmoniser et de labelliser les actions des différents gestionnaires de foyers. La volonté d'Aralis de participer et de répondre aux besoins sociaux se traduit également dans la Loire, par sa collaboration au groupe de travail départemental élaborant des propositions d'accueil de populations en difficulté.

Cimade

Dates extrêmes : années 1940-2000 (fonds ouvert)

Volume : 200 mètres linéaires

Instrument de recherche : état du fonds

A l'origine " Comité Inter Mouvements Auprès Des Evacués ", formellement constitué le 3 avril 1940, la Cimade est une association œcuménique d'entraide. Créée par des responsables de mouvements de jeunesse protestants pour venir en aide aux Alsaciens et Lorrains " évacués " et aux personnes regroupées et internées dans les premiers camps du sud de la France, elle s'est ensuite lancée dans la Résistance et l'organisation de filières d'évasion des Juifs d'Europe, pourchassés et déportés durant la Seconde Guerre mondiale. A la Libération, elle a travaillé à la réconciliation, notamment en Allemagne. Par la suite, à la fin des années 50, elle a eu une présence forte auprès des Algériens en France et en Algérie. Dans les années 70, des réfugiés d'Amérique Latine et du Sud-Est asiatique sont venus en grand nombre. Aujourd'hui, elle travaille en collaboration avec d'autres organismes, catholiques et laïcs, à la défense des étrangers en France (réfugiés et demandeurs d'asile) et poursuit ses actions de développement solidaire avec des pays du Sud et de l'Est.

Les services de la Cimade n'ont cessé d'évoluer selon le contexte géopolitique ; ils se concentrent aujourd'hui autour de cinq axes : le service d'accueil et de domiciliation des étrangers ; le service de défense des étrangers reconduits (DER) ; le Centre international ; la formation ; les solidarités internationales.

Le service d'accueil reçoit, conseille, oriente et domicilie les étrangers venus chercher asile en France. Le service de défense des étrangers reconduits défend les étrangers placés en centre de rétention dans l'attente de l'expulsion du territoire ; le centre international héberge des étudiants et accueille des réfugiés statutaires ; le service formation s'occupe de la formation linguistique des réfugiés et le service des solidarités internationales élabore des actions internationales de solidarité et des campagnes de solidarité en France. Ces activités se répartissent en France en six "régions" : Alsace-Moselle, Est, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Nord-Picardie, Provence-Côté d'Azur, Rhône-Alpes, Sud-Ouest.

Dans une brochure de la Cimade publiée en juin 1960, les services de la Cimade sont répartis en six domaines, classés par ordre d'importance du nombre d'équipiers mobilisés :

- *Le service des réfugiés* se répartissait en sept principaux services : les services d'aide à l'immigration et à l'émigration, le vestiaire, les centres d'hébergement, l'artisanat, les cours de langue et le ciné-club, les distributions de vivres. La Cimade disposait d'un centre d'accueil à Sucy-en-Brie depuis 1948 et de maisons de retraite pour réfugiés russes à Cannes, Saint Raphaël et Le Perreux.
- Dans *le secteur Nord-Africain*, les activités au bénéfice des Algériens pendant la guerre d'indépendance, se répartissaient, entre la France (service nord-africain et camps d'assignation à résidence, postes de Marseille, Paris 14^{ème}-15^{ème}, puis Lyon au lendemain de l'indépendance) et l'Algérie (Alger, Médéa, Sidi Nahmane, Belkitane et centres de regroupement).

- *Coudekerque* : action sociale et éducative dans un quartier ouvrier de Dunkerque.
- *Dakar* : en 1956, la Cimade a mis en place une équipe permanente dans la Médina de Dakar, où elle a ouvert un dispensaire.
- *La maison internationale des étudiants* de Sèvres accueillait une soixantaine d'étudiants d'origine et de niveaux divers.
- *Le service des prisons et libérés* est né pendant la dernière guerre et a été associé aux réformes pénitentiaires.
- *Le service des sinistrés d'urgence* répondait à la mission d'œuvre de secours d'urgence que la Cimade s'est fixée dès ses débuts.

Le fonds de la Cimade présente des pistes de recherche variées :

Histoire de la Cimade : comme toutes les associations, la Cimade trouve un intérêt direct dans l'exploitation de ses archives, les militants étant toujours curieux du passé de leur association. Quelles ont été les motivations des équipiers au fil des années et des événements, à quelles difficultés ont-ils dû faire face ? les activités répondent-elles toujours aux motivations premières ? Voilà des questionnements qui reviennent souvent. En outre, savoir ce qui été fait auparavant permet de ne pas recommencer inutilement les mêmes travaux ou alors de les approfondir.

Histoire du protestantisme : fondée par des protestant(e)s, la Cimade est traversée par des questionnements sur son engagement, sur l'actualité de sa foi. Interrogation sur la fidélité au message évangélique, rapports avec les différentes églises chrétiennes et les communautés rattachées aux autres religions, mais aussi rapports avec les églises protestantes étrangères et tout particulièrement avec le Conseil Œcuménique des Eglises, sont des exemples de thèmes à développer.

Flux migratoires : les services de la Cimade sont le reflet des flux de populations étrangères arrivant en France (réfugiés et migrants). En outre, les dossiers individuels ou plus généraux constitués par la Cimade permettent d'éclairer les conditions de vies des migrants : degrés de formation, emplois, situation matérielle, alphabétisation, processus d'intégration, etc. Les fiches de renseignement établis par la Cimade (pièce 4 armoire 2, par exemple) permettent ainsi de reconstituer des trajectoires de migrants : elles indiquent la date et le lieu de naissance des migrants, ainsi que leur parcours professionnel, leurs aptitudes et leur niveau de langue. Ces fiches ont été constituées par pays d'origine, par des services différents, tels ceux du Portugal ou des pays de l'Est.

Concernant *les étudiants étrangers*, les archives du Centre international sont évidemment très riches. A titre d'exemple, la Cimade conserve les dossiers des étudiants étrangers passés dans ces services, et plus particulièrement les dossiers des étudiants boursiers, dossiers comprenant aussi bien des fiches de renseignements sur l'étudiant que ses travaux de recherche universitaires.

État du fonds et conditions de consultation

La Cimade conserve au siège national environ 200 mètres linéaires d'archives remontant au début des années 1940. Il s'agit aussi bien d'archives papiers, que d'affiches, de vidéo et de photos. Ces archives se répartissent entre la cave, qui regroupe environ 175 mètres linéaires (ml) d'archives et le local de l'équipe archive, qui en contient environ 12 ml. Ces dernières concernent la Seconde Guerre mondiale, la réconciliation France -Allemagne et la guerre

d'Algérie. Le guide de recherche présente tout d'abord un état sommaire, constitué par échantillonnage, du fonds entreposé au sous-sol, puis les fonds classés par l'équipe de la Cimade, dont les notices ont été rédigées par Denise Duboscq, en collaboration avec Génériques.

Les archives concernant la Seconde Guerre mondiale, la réconciliation franco-allemande et la guerre d'Algérie sont classées par une équipe de la Cimade. Mmes Mireille Desrez et Denise Duboscq (qui a rédigé les notices de ces répertoires) ont ainsi activement collaboré à la rédaction du présent guide de recherche. Les archives dont nous présentons ici un état sommaire sont consultables sous réserve.

**nanterre: Soutien total
aux 2 étudiants
étrangers menacés
d'expulsion pour
"trouble à l'ordre public
par le comportement" (sic).**



Fonds Génériques

Service social d'aide aux émigrants (SSAE)

Dates extrêmes : années 1920-2000 (fonds clos)

Volume : 300 mètres linéaires

Instrument de recherche : état du fonds

Les membres de la *Young women's christian association* (YWCA)²⁰ s'intéressaient aux problèmes posés aux femmes rejoignant leur famille aux USA. Dans les années 20, devant l'aggravation de la situation au niveau international, elles se rendent compte de la nécessité de rassembler des éléments d'information et d'initier une action internationale. Leur première étude, *The Welfare of migrants*, porte sur 18 pays, dont l'Allemagne, la Pologne et la Tchécoslovaquie comme pays d'origine, la France et la Suisse comme pays de transit. Leurs études sont ensuite transmises à la Société des nations (SDN) et au Bureau international du travail (BIT). Elles établissent des services sociaux des migrants dans des endroits clés (Athènes, Constantinople, Prague, Varsovie, Paris, Marseille, Cherbourg, Le Havre, Anvers) et le siège central londonien fournit la documentation nécessaire pour une mise à jour constante des lois et des réglementations. Le personnel de la direction effectue aussi régulièrement des visites aux différentes branches.

En réaction à la volonté de restriction des flux migratoires, qui concerne un large public, la YWCA décide en 1921 de créer un service pour la famille et non pour les femmes seules, conscientes que ce service ne serait efficace qu'avec une envergure internationale. La YWCA constitue donc un comité de patronage et obtient une subvention du *Laura Spelman Rockefeller memorial* afin de créer un organisme international, apolitique et non-confessionnel : l'*international social service* (ISS ou SSI). Les services sociaux des migrants déjà existants sont alors réorganisés en branches du service social international.

À la cessation des subventions américaines, les branches continuèrent à se développer avec l'aide de leur comité national. Genève s'impose à cette époque comme le siège central des activités internationales. La première réunion de l'organisme a lieu à Genève en 1924.

La branche française du SSI, nommée le SSAE, s'occupe dès 1921 de l'installation en France des migrants qui n'ont pas réussi à rejoindre les USA. Par la suite, avec la baisse du flot de " transmigrants ", le SSAE se penche sur la question des travailleurs étrangers recrutés par la France et, en 1939, il est chargé d'organiser le Service social de la main d'œuvre étrangère (SSMOE), afin d'étendre son action aux départements. Le SSMOE devient une section du SSAE, il facilite localement l'adaptation et l'implantation des immigrés.

²⁰ Les Unions Chrétiennes de jeunes Gens sont un mouvement de jeunesse, fondées à Londres en 1844 par George Williams et en 1895 pour les Unions Chrétiennes de jeunes Filles (YWCA en anglais). Les deux Alliances mondiales ont leur siège à Genève, où la première UCJG s'est créée en 1852 sous l'impulsion de personnalités de premier plan telles que Henri Dunant, Maximilien Perrot, etc. Et c'est grâce à Henri Dunant, dont le rôle a été décisif dans la création du mouvement mondial, que Genève a été désignée comme siège de l'Alliance universelle des UCJG, deuxième institution internationale à s'y établir après la Croix-Rouge. La section américaine du YWCA, dont il est question ici, voit ses premières activités débiter aux alentours de 1858, soit trois ans après la section anglaise.

Parallèlement au développement des sections nationales, le siège étend les relations du SSI à d'autres organismes dans les pays où il n'est pas représenté, notamment en Yougoslavie, Syrie, Italie, Estonie, Lituanie, Danemark, Finlande, Norvège et Suède. Pendant la Deuxième guerre mondiale, les actions du SSI se maintiennent difficilement, les relations entre les pays sont parfois rompues. Au lendemain du conflit, il se consacre aux problèmes des déplacés et des réfugiés, en ayant toujours comme principal rôle, celui d'expert.

Etat du fonds et conditions de consultation

Les archives du SSAE, par leur richesse, peuvent permettre, en premier lieu, de reconstituer l'histoire de l'association et de ses actions. Mais leur exploitation augure, plus largement, une lecture pluridisciplinaire de l'histoire et de la sociologie de l'immigration nationale, dans le sens de l'historiographie actuelle (histoire des représentations, des dynamiques sociales, des pratiques identitaires, des espaces migratoires, de l'intimité et de la vie privée, des solidarités...). En effet, la grande variété de documents, la présence de l'association sur l'ensemble du territoire français, ainsi qu'à l'étranger, la répartition - sans trop de lacunes - sur une longue période (depuis 1921) donnent à ce fonds une dimension historique de première importance. L'étude des archives du SSAE permet de retracer l'itinéraire de milliers d'étrangers, d'interpréter et de faire vivre une histoire parfois aride ; c'est encore l'opportunité qu'elles offrent de reconstituer l'évolution des formes associatives d'assistance et de solidarité depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Cette étude ne se limite pas au niveau national, car comme le souligne le paragraphe sur les sources annexes, le SSAE est bien implanté sur le territoire et les archives des bureaux locaux sont consultables aux sièges des bureaux toujours en activité ou dans les centres d'archives publiques.

La loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale a créé l'Agence Nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAE). Ce nouvel opérateur réunit les moyens de l'Office des migrations internationales (OMI) établissement public administratif, et du Service social d'aide aux émigrants (SSAE) association reconnue d'utilité publique. Le SSAE existe toujours en tant que "association SSAE". Les archives du siège national sont en cours de dépôt au Centre des archives contemporaines (CAC) de Fontainebleau et les archives des sections locales dans les centres d'archives départementaux.

Méthodologie de l'inventaire

Lors de notre mission, nous avons ouvert de nombreux cartons afin d'effectuer des sondages, mais cette première évaluation est infime par rapport à la quantité d'archives conservées. Il ne nous est donc pas possible d'indiquer ici, de façon exhaustive et affirmative, toutes les potentialités d'exploitation du fonds ; il s'agit simplement d'esquisser, à travers quelques thèmes, des pistes de recherche.

Bien entendu, l'exploitation devra se faire en croisant les archives avec d'autres sources, en l'enrichissant de la sensibilité et de l'humanité qu'offrent la mémoire, les écrits ou les objets personnels des femmes et des hommes acteurs de cette aventure.

Cet état sommaire est une photographie générale des archives, avec des notices courtes et quelques mises en exergue de documents significatifs : c'est ce premier niveau d'analyse que nous proposons dans ce rapport, avec des choix méthodologiques qu'il convient préalablement d'expliquer pour rendre la lecture plus facile.

Présentation de l'inventaire

Nous avons choisi de répertorier les archives selon une logique thématique qui permet de comprendre la nature, l'articulation et l'importance des fonds, plutôt que d'en faire une présentation linéaire (suivant l'ordre de rangement). Cette formule permet de donner un aperçu synthétique et concis, tout en permettant la localisation des documents au moyen du plan de la salle. L'inventaire décrit également le conditionnement des documents afin de pouvoir les identifier physiquement (chemises, cartons, classeurs, " vrac ", fichier...).

Rédaction des notices

Pour certains dossiers, nous avons repris littéralement l'intitulé inscrit par le service producteur sur la tranche du carton ou de la chemise, après vérification rapide de la concordance entre cet intitulé et les documents contenus dans le carton. Pour les autres, lorsque l'intitulé ne restituait que partiellement le contenu, nous avons opté pour la rédaction d'une notice plus précise. Enfin, dans la mesure du possible, nous avons essayé de donner les dates extrêmes des dossiers.

Etudiants étrangers

Au vu de la richesse et de l'ampleur de ce fonds, nous ne mettons en exergue que deux éléments, qui ne sont donnés qu'à titre indicatif.

Seconde Guerre mondiale et après-guerre

Assistance aux réfugiés et aux étrangers

[Dossier sur les migrants polonais, GAPF²¹, 1942-1943 : (...) liste des étudiants polonais de Marseille. 1940-1943.]

Actions sociales

Dossiers individuels

[Un trieur et deux chemises intitulés " Entraide universitaire française " présentent des listes nominatives et des états récapitulatifs par nationalités des bourses attribuées pendant les années scolaires 1986 à 1992 aux étudiants étrangers.]

Il est également à noter le SSAE distribua à partir de 1951 des bourses d'enseignement secondaire, professionnel, technique supérieur, et, en coopération avec l'Entraide universitaire française, des bourses d'enseignement supérieur. Le fonds contient donc tous les éléments afférents à l'octroi de ces bourses (notes, correspondance, comptes rendus de réunion, listes d'étudiants, ...).

²¹ Le Groupement d'assistance aux Polonais réfugiés en France, dont le siège se trouve à Lyon, est créé en 1941 ; ses statuts sont approuvés par un arrêté du ministre de l'Intérieur en date du 7 août 1941.

Imprimerie Vérité-Rhône-Alpes (Pierre Boisgontier - Geneviève Baudino)

Dates extrêmes : années 1970-1980 (fonds clos)

Volume : 10 mètres linéaires

Instrument de recherche : état du fonds

Dans les années 1950-1960 Pierre Boisgontier milite contre la Guerre d'Algérie. En 1966, il rencontre, dans les Comités Vietnam, Michel de Bernardy de Sigoyer, étudiant en informatique. Engagés dans la recherche comme dans les comités d'action issus de l'UNEF et les mouvements de jeunesse d'inspiration maoïste leur soutien s'étend des Comités de quartier à la lutte du peuple palestinien. L'expérience de l'imprimerie Vérité-Rhône-Alpes²² trouve son origine dans ces engagements et dans le mouvement post-1968. Le journal *Vérité Rhône-Alpes*, parrainé par Jean-Paul Sartre²³, est conçu comme un journal de contre information régionale. Afin de pouvoir imprimer le journal sans entrave, Michel et Pierre rachètent les machines de l'imprimerie. En créant la Sarl Editions Vérité Rhône-Alpes, à laquelle participe aussi Geneviève Baudino, ils viennent de constituer le principal outil régional de contre-information²⁴, offrant « un lieu d'expression à ceux auxquels on en refuse les moyens ». Durant toute la décennie 1970, les ateliers VRA impriment journaux, tracts, brochures, affiches pour les mouvements étudiants, immigrés, écologistes, féministes...L'imprimerie est installée à la Monta (Saint-Egrève), dans une propriété qui accueille une expérience de vie communautaire de 1973 à 1983²⁵. Au milieu des années 1980, l'imprimerie VRA change de nom pour devenir les Ateliers du Vercors. L'activité de l'atelier cesse en 1996.

Etat des fonds et conditions de consultation

L'inventaire sommaire présenté ici a été réalisé par Génériques dans le cadre d'un « diagnostic archives » de deux jours en région grenobloise.

Intérêt des fonds

Le courant de contre information, qui émerge à la fin des années 1960 et au début des années 1970 dans les milieux d'extrême gauche de Grenoble, s'appuie sur un ensemble de journaux publiés en réaction au monopole des médias régionaux. Le Journal *Vérité Rhône-Alpes* et les archives des imprimeries VRA puis Ateliers du Vercors reflètent l'activité et les prises de

²² Sur *Vérité Rhône-Alpes*, cf. l'article de Pierre Boisgontier, in *Silence*, n°285-286, été 2002, p. 18.

²³ Jean-Paul Sartre est le premier directeur de la publication.

²⁴ Cf. Université des sciences sociales de Grenoble CEPS-CERER, Michel de Bernardy de Sigoyer, *La Contre-information dans les luttes urbaines : un système d'expression, le cas de Grenoble*, avec la participation de R. Avriillier, P. Boisgontier, sous la direction de J. Dessau, ATP-CNRS Information, mai 1980.

²⁵ Sur la communauté de la Monta, cf. l'article de Madeleine Nutchey, in *Silence*, n°285-286, été 2002, p. 16.

positions des mouvements politiques, syndicaux, écologistes, féministes, immigrés, étudiants... Les facturiers de l'entreprise permettent de reconstituer la liste des « clients » ayant fait appel à l'imprimerie pour l'édition de leurs publications, de leurs tracts ou de leurs affiches (cette liste est présentée ci-dessous). Les journaux, les maquettes de journaux, les fonds photographiques, et tous les documents imprimés par VRA-Ateliers du Vercors présentent des informations sur une actualité souvent ignorée de la presse régionale ou traitée sous un angle très différent. Dans ce contexte, les immigrés bénéficient, pour la première fois, de moyens d'expression à forte visibilité. Ainsi, ce fonds d'archives est particulièrement riche en informations sur les mouvements immigrés, sur la solidarité avec les travailleurs immigrés (grève de la faim...), sur la lutte contre le racisme et sur les comités de soutien aux peuples opprimés, comités souvent constitués autour de groupes de réfugiés à Grenoble.

Parmi les « clients » des imprimeries Vérité Rhône-Alpes et Ateliers du Vercors figurent des mouvements étudiants, lycéens et de soutien aux appelés du contingent : Union générale des étudiants tunisiens (UGET) ; Union des étudiants iraniens en France ; Objecteurs de conscience, comités de soldats... Autres clients, les organismes et comités contre la répression dans le monde et de soutien aux peuples opprimés²⁶, parmi lesquels nous pouvons retrouver des documents concernant des étudiants étrangers.

²⁶ Il s'agit par exemple de : *Collectif Iran* (soutien aux grévistes de la faim), *Groupe Irlande*, Amnesty international, Rencontre avec le peuple palestinien, Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football en 1978 (COBA) ...

Saïd Bouziri

Dates extrêmes : 1969-1976 (fonds clos)

Volume : 7 cartons

Instrument de recherche : répertoire numérique

Ce fonds, reproduit sur microfilm par la BDIC, concerne les mouvements issus de l'immigration entre 1969-1976. Il est composé de tracts, notes et journaux provenant des Comités Palestine, du Mouvement des travailleurs arabes (MTA), des comités de défense des droits et de la vie des travailleurs immigrés et de divers dossiers sur les luttes des travailleurs immigrés (carte de travail, crimes racistes, logement, etc.).

Ce fonds comprend notamment des documents sur l'Union générale des étudiants palestiniens dans les années 1970.

Plan de classement :

Comités Palestine. 1969-1973

Mouvement des travailleurs arabes (MTA). 1973-1977

Luttes pour l'égalité des droits. 1972-1975

Comités de défense de la vie et des droits des travailleurs immigrés. 1973-1974

Luttes des travailleurs sans-papiers. 1974-1975

Mouvement des travailleurs mauriciens. 1973-1976

Lutte des mal-logés. 1971-1977

Lutte contre les expulsions. 1977

Grèves de la faim pour la carte de travail. 1973-1975

Lutte contre les crimes racistes. 1971-1974

Textes politiques divers.1972

* SOLIDARITE PALESTINE * * *

Pendant de longues années d'exil, les Palestiniens étaient considérés comme des réfugiés.

Mais, leur vrai problème, longtemps dissimulé, est un problème de Libération Nationale, le problème d'un peuple qui lutte pour son droit à l'autodétermination nationale, après vingt-sept ans de dispersion et de tutelle, un peuple qui veut retrouver sa terre et son indépendance.

La Révolution Palestinienne, déclenchée depuis 1965, traduit la volonté du peuple Palestinien de réaliser ses aspirations nationales et de prendre en mains son propre destin. Cette longue lutte armée et politique a été à la base de la reconnaissance de l'OLP et l'ONU comme seul représentant du peuple Palestinien et en tant que Mouvement de Libération Nationale.

L'OLP a défini sa ligne politique comme étant une ligne progressiste révolutionnaire dont le but est la création en PALESTINE, avec l'aide des mouvements et forces progressistes arabes et mondiaux, d'un état laïque, démocratique et multiconfessionnel, où juifs, chrétiens et musulmans seront égaux, loin de toute exclusive confessionnelle ou raciale, vivront ensemble, et contribueront au progrès et à la paix dans la région et du monde entier.

L'Union Générale des Etudiants Palestiniens (G.U.P.S.) - Section FRANCE - essaie d'informer le public Français, longtemps tenu à l'écart de toute objectivité par la propagande sioniste, de ce problème national et humain.

Elle s'adresse aux partis et forces progressistes Français épris de paix et de justice afin de l'aider à réaliser cette information.

Et, dans ce cadre, elle organise une soirée d'informations sur le problème Palestinien (films, conférence, débat,...), le :

5 MAI A 20H30

LA GERBE Rue Chaptal

avec le représentant de l'OLP en France

UNION GENERALE DES ETUDIANTS PALESTINIENS

Soutenue par : PCF - PSU - FP - CGT - CFDT - SNES - ASFA-UNEF -

Union générale des étudiants palestiniens, fonds Saïd Bouziri

Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (Acort)

Dates extrêmes : 1960-2001 (fonds ouvert)

Volume : 36 mètres linéaires

Instrument de recherche : répertoire méthodique

L'Acort (assemblée citoyenne des originaires de Turquie), anciennement l'ATT (Association des Travailleurs de Turquie), a été fondée en octobre 1981. Les archives les plus anciennes remontent à 1960 et concernent les statuts de la FTOB (association des étudiants turcs en France).

L'Acort s'est constituée à la suite des grèves de la faim des travailleurs de la confection en 1980. Préoccupée à ses débuts par le retour au pays, l'Acort rompt son lien organisationnel avec la Turquie en 1985. Elle se concentre alors sur la lutte contre les discriminations, en participant notamment aux marches des années 1980. Cofondatrice du CAIF (conseil des associations immigrées en France) et de Mémoire fertile, l'Acort participe activement aux débats sur le droit de vote et sur le code de la nationalité. Elle est très présente localement, dans le 10^e arrondissement, et œuvre à l'insertion des habitants d'origine étrangère. L'association est divisée en groupes de réflexion et d'action, afin de favoriser les initiatives, ce qui lui permet notamment de ne pas couper les liens avec les plus jeunes. Ces groupes sont au nombre de trois : l'Union des parents d'élèves originaires de Turquie, les Femmes de Turquie et Arc-en-ciel, « la voix des jeunes ». Ce fonds rend bien compte de la composition originale de l'ACORT, divisée en commissions, qui permettent de saisir les évolutions des actions et des réflexions de l'ACORT.

Association des Maghrébins de France (AMF)

Dates extrêmes : 1951-2004 (fonds ouvert)

Volume : 18 mètres linéaires

Instrument de recherche : répertoire méthodique

L'AMF est active depuis les années 1950 afin de soutenir les luttes pour l'accès à la démocratie au Maroc et dans le monde arabe ainsi que la représentation et la défense des immigrés en France. Comme pour le fonds de l'ACORT, parmi les archives les plus anciennes de l'AMF, nous trouvons les traces d'une association d'étudiants : l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM), pour la période 1957-1965.

Elle a été créée officiellement en 1961 par des membres de l'Union nationale des forces populaires (UNFP) et Mehdi Ben Barka y est présenté comme l'un de ses membres fondateurs.

En 1961, ses statuts mentionnent qu'elle a été fondée afin de « grouper les Marocains établis en France en vue de renforcer leurs relations mutuelles, de maintenir et sauvegarder l'amitié traditionnelle entre le peuple français et le peuple marocain ». Dans les années 1960-1970 elle fournit essentiellement un soutien pratique à ses adhérents, au moyen d'un fond de solidarité et d'aide au logement. Par la suite, ses actions s'étendent à d'autres régions par le biais de la création de sections locales.

Dans les années 1970-1980, elle compte parmi les associations fondatrices de la Maison des travailleurs immigrés (MTI), de la Coordination d'associations immigrées (CAIF, issue de la MTI), et de Mémoire fertile. Elle participe ainsi aux cinq festivals organisés par la MTI entre 1975 et 1982. Elle a également fait partie du Conseil des associations d'immigrés en Europe (CAIE), de Migr'Europe et participe toujours aux activités du Conseil des associations démocratiques marocaines en Europe (CEDAM).

Suite à une scission dans les années 1970, l'AMF donne naissance à une nouvelle association, l'ATMF, dont l'inventaire est également consultable sur notre site.

Etat du fonds et conditions de consultation

Le fonds de l'AMF se compose de 18 mètres linéaires d'archives remontant pour les plus anciennes à 1957. Il a fait l'objet d'un premier travail de classement par Sandra Barrot, lors de son mémoire de maîtrise portant sur l'histoire de l'AMF.

On peut noter dans ce fonds la présence de cartes de membres datant des années 1950, ainsi que de photos des différentes activités de l'association (prises aussi bien lors de manifestations pour l'égalité des droits que lors de spectacles) et des affiches. Les archives sont rédigées en partie en arabe, principalement pendant les premières décennies d'activités de l'association.

Pour plus de commodités, les cartons sont classés par thème et non par cote. Nous avons numéroté chaque notice et indiqué en fin d'inventaire leur correspondance avec les numéros de cote.

Centre France-Asie

Dates extrêmes : 1954-2003 (fonds ouvert)

Volume : 21 mètres linéaires

Instrument de recherche : répertoire méthodique

Le Centre France-Asie a été fondé par Mgr de Guébriant au début du 20^e siècle. Mgr de Guébriant a été missionnaire, vicaire apostolique au Setchuan, puis vicaire apostolique de Canton, avant d'être nommé supérieur général de la société des Missions étrangères de Paris. Il se trouvait en Chine en 1919 pour une visite officielle de toutes les missions catholiques, à la demande du Vatican, lorsqu'il prit conscience de l'importance de former « les nouveaux cadres et les élites de la Chine nouvelle » (rapport d'assemblée générale, 1979). Il fait donc venir à Paris en 1920 le père Lebbe et quatre jeunes étudiants chinois.

Accueilli dans une école à Paris, le père Lebbe crée une « amicale des étudiants libres » et ouvre en 1922 un foyer à Bécon-les-Bruyères. En 1923 il lance l'Association catholique de la jeunesse chinoise, qui publie un « Bulletin de la jeunesse chinoise ».

En 1925, avec le soutien de Rome, Mgr Guébriant envoie le père Mollet à Bourg-la-Reine afin de fonder le « foyer des étudiants d'Extrême-Orient ». Ce foyer comptait une quarantaine de lits et était ouvert aux étudiants chinois et japonais. Après guerre, de nombreux réfugiés chinois arrivent en France, suivis par ceux en provenance de l'ancienne Indochine. Le foyer étend donc ses activités au service de tous les asiatiques. En 1975, l'association modifie ses statuts afin de pouvoir s'adapter à cette nouvelle situation et le « Foyer des étudiants d'Extrême-Orient » devient le Centre France-Asie.

Aujourd'hui, le CFA accueille à pour mission d'accueillir les étudiants asiatiques, en leur dispensant des cours de langue et une aide administrative.

Etat du fonds

Les archives les plus anciennes conservées au siège datent de 1954 et se composent pour l'essentiel de dossiers d'étudiants, classés par pays d'origine. Outre ces 12 mètres linéaires de dossiers individuels, les archives comprennent également 9 mètres linéaires d'archives de fonctionnement dont les comptes-rendus de réunions (assemblées générales, conseil d'administration, ...) et la comptabilité constituent l'essentiel.

Vie interne (9 cartons). 1954-1999

Cours de langue (34 cartons et 12 mètres linéaires de fiches). 1974-2003

Dossiers individuels (12 mètres linéaires de fiches). 1985-2000

Boursiers (23 cartons). 1979-2003

Rapports et divers (11 cartons). 1974-1994

Génériques

L'association Génériques a été créée fin 1987 avec pour objectif d'entreprendre et de soutenir toute action permettant d'améliorer la connaissance des phénomènes migratoires en France et dans le monde, par des activités tant scientifiques que culturelles.

Les archives : au cœur du métier de Génériques

Particulièrement sensible à la question de la préservation des archives, Génériques s'est attachée depuis 1992 à inventorier les documents relatifs aux étrangers et à valoriser les sources d'archives publiques sur les étrangers en France. Cette action s'est concrétisée par la publication de la collection *Les Étrangers en France – Guide des sources d'archives publiques et privées – XIXe-XXe siècles*. Cet ouvrage en plusieurs volumes a fait l'objet d'une mise en ligne sous forme de base de données, permettant une recherche multicritères.

Les archives privées

Dans cette même perspective, l'association œuvre pour la sauvegarde et la préservation des archives privées de l'immigration et leur mise à disposition auprès de tous publics. Cette activité passe par la réalisation d'un instrument de recherche, en lien étroit avec leurs détenteurs, et par un encouragement à leur dépôt dans les services publics d'archives appropriés.

Le patrimoine d'archives privées provient d'organismes d'hébergement, de structures d'accueil et de solidarité, d'associations communautaires, de services culturels, de syndicats, de militants, de chercheurs... et couvre l'ensemble du XXe siècle. Ces archives constituent de nouvelles sources originales pour l'histoire des migrations, et permettent également de reconstituer certains mouvements de l'immigration dont le patrimoine est aujourd'hui dispersé ou disparu.

La revue *Migrance*

D'autre part, Génériques édite la revue *Migrance*, première revue européenne spécialisée dans l'histoire de l'immigration. À raison de deux numéros par an, elle aborde cette histoire à la fois sous l'angle d'un pays européen spécifique (« Luxembourg : histoires croisées des migrations », « Le Portugal entre émigration et immigration »...) et selon des axes thématiques divers (« La participation des étrangers aux combats pour la libération de la France », « Histoire et archives des migrations en France et en Europe »...).

Le site Internet

En outre, le site Internet de Génériques propose de nombreuses informations scientifiques et culturelles liées à l'histoire de l'immigration. Ainsi, plusieurs bases de données permettent d'effectuer des recherches sur les affiches et journaux de l'immigration, sur les sources d'archives sur les étrangers en France ou sur des notices biographiques d'étrangers ayant séjourné en France. Il propose aussi des informations sur des ouvrages traitant de l'histoire de l'immigration, sur des manifestations culturelles en cours et présente les actes de plusieurs colloques organisés par l'association.

GÉNÉRIQUES



Contact :

Génériques
34 rue de Cîteaux
75012 Paris

01 49 28 57 75

www.generiques.org

4^e édition

GÉNÉRIQUES



Cette collection de guides des sources d'archives privées de l'immigration
est soutenue par

le Fonds d'action et de soutien
pour l'intégration et la lutte contre les discriminations



La Direction de la population et des migrations
Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement



La Ville de Paris – mission Intégration



Le Conseil régional Ile-de-France



La Commission européenne – projet Equal

